



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement et
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium 77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 07/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/07/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

A2C Granulat

Route de Donnemarie BP 12
77480 Saint-Sauveur-Lès-Bray

Références : E25/1636

Code AIOT : 0006502131

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/07/2025 dans l'établissement A2C Granulat implanté LES PATURES 77134 Les Ormes-sur-Voulzie. L'inspection a été annoncée le 16/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- A2C Granulat
- LES PATURES 77134 Les Ormes-sur-Voulzie
- Code AIOT : 0006502131
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société A2C Granulat est autorisée par l'arrêté préfectoral du 02 juillet 2010 à exploiter une carrière de sables et de graviers pour une durée de 30 ans.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Bruits	Arrêté Préfectoral du 02/07/2010, article IV-7-1	Sans objet
2	PLANS	Arrêté Préfectoral du 02/07/2010, article III - 21	Sans objet
3	Technique de décapage	Arrêté Préfectoral du 02/07/2010, article III - 7	Sans objet
4	Limitation d'accès	Arrêté Préfectoral du 02/07/2010, article III.19	Sans objet
5	Résultats des analyses	Arrêté Préfectoral du 02/07/2010, article IV.3.2.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitation est correctement tenue et les prescriptions contrôlées sont respectées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Bruits

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/07/2010, article IV-7-1
Thème(s) : Risques accidentels, Bruits
Prescription contrôlée : Les bruits émis par les activités sur le site ne doivent pas être à l'origine d'émissions sonores générant une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée, telles que définies à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 (JO du 27 mars 1997). L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (établissement en fonctionnement) et du bruit résiduel (en absence de bruits générés par l'établissement). [...]
Constats : Les niveaux de bruit à ne pas dépasser en limites de propriété de l'établissement sont respectés. Le dernier contrôle a été effectué par la société SARL Bernez Paul en août 2024. Les résultats étaient conformes.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : PLANS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/07/2010, article III - 21
Thème(s) : Risques accidentels, Plans
Prescription contrôlée : <p>Il est établi un plan orienté de la carrière sur fond cadastral. Sur ce plan sont reportés :</p> <ul style="list-style-type: none">- l'échelle,- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres,- les bandes de 10 mètres, les zones supplémentaires de recul,- les zones en cours d'exploitation,- les cotes fonds de fouilles y compris des zones en eaux,- les zones déjà exploitées non remises en état,- les zones remises en état,- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs, (cote NGF),- les convoyeurs et infrastructures,- les pistes et voies de circulation y compris hors périmètre,- le tracé des lignes électriques,- les piézomètres, les fossés de recharge,- la position des éléments visés à l'article III-20 et leurs éventuelles servitudes,- les bornes mentionnées à l'article HI-2,- les valeurs des éléments S1, S2 et L définis à l'article V-1 <p>Ce plan, remis à jour au moins une fois par an, au 31 décembre de l'année N, est certifié conforme par l'exploitant et est accompagné de toutes indications qualitatives et quantitatives permettant d'assurer le suivi des travaux d'exploitation et de remise en état (dont notamment la surface autorisée restant à exploiter, les réserves autorisées restant à exploiter, la surface totale déjà remise en état, la surface remise en état dans l'année précédente,...).</p> <p>Il est joint un relevé établi par un géomètre mentionnant le volume des stocks de stériles de découverte et terre végétale présents sur le site.</p>
Constats : <p>Le plan a été transmis à l'inspection le 31 janvier 2025. Celui-ci a été signé, daté et certifié conforme par l'exploitant.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Technique de décapage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/07/2010, article III - 7
Thème(s) : Risques accidentels, Rabattement de nappe
Prescription contrôlée : Le décapage des terrains est limité au besoin des travaux d'exploitation. Il est réalisé à raison de deux campagnes au plus par an. Le rabattement partiel de la nappe (avec des pompes d'un débit nominal cumulé de 1000 m³/h au maximum) est permis en travaillant par casiers, par période continue de 2 mois au plus, dans les conditions décrites ci-après et dont le détail est donné pages 169 à 172 de l'étude d'impact : tableau AP Chaque casier en rabattement est équipé d'une échelle limnimétrique implantée par un géomètre afin de contrôler la cote de rabattement. Les eaux de rabattement de nappe rejoignent un bassin d'eaux claires. Les émissaires sont conformes aux dispositions de l'article IV-3-2 ci-après. Les périodes de rabattement, les cotes de rabattement, les débits et volumes prélevés et rejetés (relevés chaque semaine) sont consignées dans un registre.
Constats : Aucun rabattement de nappe n'a été effectué en 2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Limitation d'accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/07/2010, article III.19
Thème(s) : Risques accidentels, Accès
Prescription contrôlée : Durant les heures d'activité (cf. article 1-5), l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est matériellement interdit. L'accès de l'exploitation est interdit au public. Les intersections avec des chemins sont équipées de portail. Une clôture solide et efficace constituée au plus de grillages à larges mailles (10x10 cm au minimum) avec des poteaux espacés de 5 m au moins à l'exclusion de toute maçonnerie de fondation est mise en place autour des zones dangereuses, notamment des chantiers de découverture ou d'exploitation, les pistes, les convoyeurs s'ils ne sont pas intégralement capotés. Des pancartes indiquant le danger sont apposées à intervalle régulier (distance entre panneaux de l'ordre de 50 m), sur les chemins d'accès aux travaux, ainsi qu'à proximité du périmètre clôturé particulièrement le long des chemins ruraux. Le bon état des clôtures et pancartes fait l'objet d'un contrôle à minima semestriel.
Constats : L'accès à la carrière est matériellement interdit. La carrière est clôturée et des portails sont installés à l'entrée et aux intersections de chemins. Des pancartes sont installées pour avertir des risques.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Résultats des analyses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/07/2010, article IV.3.2.5
Thème(s) : Risques accidentels, Analyses des eaux
Prescription contrôlée : Les résultats des analyses prévues aux articles IV.3.2.2 et IV.3.2.3 sont consignés dans un registre. Un bilan des analyses prévues aux articles IV.3.2.2 et IV.3.2.3 est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 1er février de l'année suivante et immédiatement en cas d'anomalie. Ces analyses et bilan sont accompagnés de tout commentaire expliquant les motifs d'éventuels dépassements ainsi que les mesures prises ou envisagées pour y remédier.
Constats : Le bilan des analyses et suivis des eaux souterraines a été transmis à l'inspection dans le cadre du suivi annuel de la carrière. Aucun dépassement n'a été relevé. Les résultats sont conformes aux valeurs limites.
Type de suites proposées : Sans suite